

Préambule

Le Cefedem de Normandie est un organisme de formation professionnelle spécialisé dans les métiers de la musique et de la danse, accrédité par le ministère de la Culture. Le Cefedem de Normandie conçoit, élabore et dispense des formations diplômantes dans le cadre de la formation continue professionnelle, ainsi que des formations intra-entreprises sur demande du Client. Les présentes conditions générales de vente (CGV) ont pour objet de définir les conditions applicables à la vente de formations par le Cefedem de Normandie à ses Clients et s'appliquent exclusivement aux ventes de prestation de formation relevant de la formation professionnelle.

Par souci de lisibilité et de simplification graphique, l'écriture inclusive n'est pas utilisée le texte qui suit.

Article 1. Définitions

Dans le cadre des présentes CGV, il est convenu de désigner par :

- Client : toute personne physique ou morale qui achète la prestation ;
- Stagiaire : la personne physique qui participe à la formation ;
- Formation continue qualifiante : formation dispensée pour l'acquisition des connaissances et savoir-faire nécessaires à l'exercice d'un métier et destinée à l'amélioration des compétences ;
- Formation continue diplômante : formation dispensée pour l'acquisition d'une certification ou d'un diplôme ;
- Formation intra-entreprise : formation conçue sur-mesure par le Cefedem de Normandie à la demande du Client ;
- OPCO : opérateur de compétences agréés chargés de collecter et gérer l'effort de formation des entreprises.

Article 2. Objet

Les présentes conditions générales de vente (CGV) ont pour objet de fixer les conditions dans lesquelles le Cefedem s'engage à vendre une prestation de formation dans le cadre de la Formation Professionnelle.

Article 3. Champ contractuel

Les présentes conditions générales de vente (CGV) s'appliquent quelles que soient les clauses qui figurent dans les documents du client. Pour toutes les formations, des conditions particulières de vente peuvent préciser ou compléter les présentes CGV. En cas de contradiction entre les conditions particulières de vente et les présentes CGV, les conditions particulières de vente priment. Dans le cas où l'une des dispositions des présentes CGV serait déclarée nulle ou non écrite, les autres dispositions resteront intégralement en vigueur et seront interprétées de façon à respecter l'intention originelle des parties. Le Cefedem peut modifier à tout moment les présentes CGV. Les CGV applicables sont celles qui sont consultables en ligne au moment de la commande. Le client en prend connaissance et les accepte, sans réserve, en signant et en paraphant le devis et/ou le contrat de formation et/ou la convention de formation.

Article 4. Documents commerciaux

Les plaquettes et autres documents commerciaux édités ou publiés par le Cefedem présentent l'offre de service du Cefedem. Les photographies, ainsi que les descriptifs présentés dans ces documents ne sont pas contractuels. La responsabilité du Cefedem ne peut pas être engagée si des erreurs y figurent.

Article 5. Portée de l'offre

Les offres et les prix sont ceux qui figurent sur le devis et/ou le contrat de formation et/ou la convention de formation. Ils sont valables tant que les délais stipulés ne sont pas passés. Le Cefedem se réserve le droit d'annuler une formation ou une manifestation quelconque lorsque le nombre minimum d'inscrits ou de participants n'est pas atteint. Le Cefedem mettra tout en œuvre pour prévenir le client dans les meilleurs délais. En cas d'annulation par le Cefedem, le montant perçu sera remboursé, aucune indemnité ne sera dûe.

Article 6. Prise en compte des inscriptions

Pour les clients personnes morales : l'inscription n'est validée qu'à réception de la convention de formation ou du bon de commande valant convention de formation, signé et revêtu du cachet de l'organisme financeur, et, le cas échéant, à la réception de l'acompte dont le montant est indiqué dans la convention de formation. Pour les

personnes physiques, l'inscription n'est validée qu'à réception du contrat de formation signé et, le cas échéant, à la réception de l'acompte dont le montant est indiqué dans le contrat de formation.

Article 7. Modalités de facturation et de paiement

Les prix sont indiqués sur le devis et/ou le contrat de formation et/ou la convention de formation. Les prix sont sans TVA.

Les formations du Cefedem de Normandie sont réglables à réception de la facture et sans escompte.

Le Cefedem se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment sans préavis. Le prix applicable est celui indiqué sur le devis et/ou le contrat et/ou la convention de formation. Le Cefedem peut accorder des réductions de prix. Les réductions sont mentionnées sur le devis et/ou sur la facture.

Le prix est payé selon les modalités indiquées sur le devis et/ou le contrat de formation et/ou la convention de formation et sur la facture. Pour les besoins de la facturation, le client s'engage à indiquer au Cefedem une adresse postale valide. Le Cefedem dégage toute responsabilité quant aux erreurs de saisie de l'adresse postale. La facture est adressée par courriel au format PDF, via l'adresse mail indiqué par le client ou par courrier postal au format papier, sur demande.

Toute somme non payée à l'échéance donne lieu au paiement par le client de pénalités de retard fixées à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur. Ces pénalités sont exigibles de plein droit sans qu'aucun rappel ne soit nécessaire le jour suivant la date de paiement prévue.

En cas de paiement après la date d'échéance, il sera appliqué une pénalité de retard fixée à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur (article L.441-10 du code de commerce). En outre, lorsque le Client est un professionnel, une indemnité forfaitaire de 40 euros est due en cas de retard de paiement. La facturation de pénalités ou d'indemnités de recouvrement et d'annulation ne peut donner lieu à une convention de formation et fait l'objet d'une facturation simple.

En cas de non-paiement intégral d'une facture venue à échéance, après mise en demeure restée sans effet dans les 5 jours calendaires, le Cefedem se réserve la faculté de suspendre toute formation en cours et/ou à venir et de mettre fin au contrat de formation de plein droit.

Article 8. Prise en charge par un organisme tiers

Lorsque la formation est prise en charge par un organisme tiers (OPCO, Pôle Emploi, Région...), il appartient au client/stagiaire :

- d'une part, de faire la demande de prise en charge avant le début de la formation, de s'assurer de la bonne fin de cette demande et d'en informer le Cefedem ;
- et d'autre part, d'indiquer explicitement sur le bon de commande et/ou la convention de formation et/ou le contrat de formation quel sera l'organisme tiers à facturer, en indiquant précisément son nom et son adresse.

Si l'accord de prise en charge de l'organisme tiers ne parvient pas au Cefedem avant le premier jour de la formation, le prix de la formation est intégralement facturé au client/stagiaire. En cas de prise en charge partielle par un organisme tiers, le reliquat est facturé au client/stagiaire.

Dans le cas où l'organisme tiers n'accepte pas de payer la charge qui aurait été la sienne en raison d'absence du stagiaire, un abandon ou pour quelque raison que ce soit, le client/stagiaire est redevable de l'intégralité du prix de la formation, qui lui est donc facturé.

Article 9. Responsabilité

Toute inscription à une formation implique le respect par le stagiaire du règlement intérieur applicable aux locaux concernés, lequel est porté à sa connaissance.

Le Cefedem ne peut être tenu responsable d'aucun dommage ou perte d'objets et effets personnels apportés par les stagiaires. Il appartient au client/stagiaire de vérifier que son assurance personnelle et/ou professionnelle le couvre lors de sa formation.

Article 10. Convocation et attestation de présence

Dans le cadre d'une prestation de formation continue diplômante, un planning est communiqué au stagiaire selon les modalités en vigueur (mail, agenda partagé...).

Dans le cadre d'une prestation de formation continue qualifiante gérée directement avec un client/stagiaire, une convocation par mail indiquant le lieu exact et les horaires de la formation est adressée au client. Le Cefedem ne peut être tenu responsable de la non-réception de celle-ci par les destinataires, notamment en cas d'absence du stagiaire à la formation.

Une attestation de présence, établie en conformité avec les feuilles d'émargement, est adressée au client et/ou au stagiaire après chaque formation.

Article 11. Annulation – report – cessation anticipée – absences

a. par le client personne morale ou personne physique :

Toute annulation doit faire l'objet d'une demande écrite, soit par e-mail, soit par courrier. Toute formation commencée est dûe dans son intégralité et fera l'objet d'une facturation au Client par le Cefedem. En cas d'absence, d'interruption ou d'annulation, la facturation du Cefedem distinguera le prix correspondant aux journées effectivement suivies par le stagiaire et les sommes dues au titre des absences dûment justifiées ou de l'interruption de la formation. Il est rappelé que les sommes dues par le Client à ce titre ne peuvent être imputées à son obligation de participer à la formation professionnelle continue ni faire l'objet d'une demande de prise en charge par un OPCO.

Dans cette hypothèse, le Client s'engage à régler les sommes qui resteraient à sa charge directement au Cefedem.

D'autre part, en cas d'annulation de la formation par le Client, le Cefedem se réserve le droit de facturer au Client les frais d'annulation calculés comme suit :

- Si l'annulation intervient plus de 15 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : aucun frais d'annulation
- Si l'annulation intervient entre 15 jours et 7 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : les frais d'annulation sont égaux à 50% du prix TTC de la formation.
- Si l'annulation intervient moins de 7 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : les frais d'annulation sont égaux à 100 % du prix TTC de la formation.

b. par le Cefedem :

- Le Cefedem se réserve le droit d'annuler ou de reporter une session de formation si le nombre minimal de participants n'est pas atteint.
- En cas d'annulation par le Cefedem les sommes versées sont remboursées au client.
- En cas de report, le Cefedem propose de nouvelles dates : si le client les accepte, les sommes déjà versées sont imputées sur le prix de la nouvelle session de stage ; si le client les refuse, ces sommes lui sont remboursées.
- En cas de cessation anticipée de la formation par le Cefedem pour un motif indépendant de sa volonté, le contrat est résilié de plein droit et les prestations de formation effectivement dispensées sont facturées au *pro rata temporis* de leur valeur prévue au contrat, déduction faite de la somme déjà facturée et/ou payées.
- Dans tous les cas, l'annulation ou le report de la formation ne peut donner lieu au versement de dommages et intérêts à quelque titre que ce soit.

Article 12. Propriété intellectuelle

L'utilisation des documents remis lors des cours est soumise aux articles L.122-4 et L.122-5 du Code de la Propriété intellectuelle. Ainsi en application de l'article L.122-4, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause est illicite ». (Sauf les exceptions visées à l'article L.122-5). Toute représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, ne respectant pas la législation en vigueur constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivant du Code de la Propriété Intellectuelle.

Ainsi, et en vue d'assurer le respect des droits de propriété intellectuelle, le client et/ou le stagiaire s'interdit toute utilisation, représentation, reproduction intégrale ou partielle, traduction, transformation et, plus généralement, toute exploitation ou diffusion à des membres de son personnel non participant à la formation ou à des tiers, des contenus et supports pédagogiques, quelle qu'en soit la forme (papier, numérique, ...) utilisés dans le cadre des formations, sauf autorisation écrite du/des formateur-s du Cefedem. Toute violation de cette interdiction pourra donner lieu à des poursuites civiles et/ou pénales sur le fondement du Code de la propriété intellectuelle.

Article 13. Confidentialité

Les parties s'engagent réciproquement à garder confidentiels les informations et les documents, quelles que soient leur forme et leur nature (économique, technique, commerciale, ...), auxquels ils pourraient avoir eu accès dans le cadre de l'exécution de la prestation de formation ou à l'occasion des échanges intervenus antérieurement à la conclusion du contrat.

Article 14. Données personnelles

La collecte par le Cefedem de données personnelles concernant le client et/ou le stagiaire est détaillée dans sa politique de confidentialité disponible sur son site web. Conformément à la législation sur la protection des données personnelles prévues au Règlement (UE)2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le client et/ou le stagiaire dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression de ses données qu'il peut exercer auprès du délégué à la protection des données à caractère personnel dspd@cefedem-normandie.fr.

Article 15. Droit applicable – Tribunaux compétents

Le présent contrat est régi et s'interprète conformément au droit français, sous réserve des règles impératives de la loi du pays de résidence du Client. Le Client est informé que tout consommateur peut recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable d'un litige de nature contractuelle portant sur l'exécution d'un contrat de fourniture de service. On entend par « consommateur » exclusivement une personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale (ou qui ne concernent ces activités qu'à titre accessoire).

Conformément aux dispositions du Code de la consommation concernant le règlement amiable des litiges, le Cefedem adhère au service du Médiateur suivant : Association Nationale des Médiateurs.

L'élection de domicile est faite au siège social du Cefedem de Normandie. En cas de contestation relative à l'exécution du contrat de vente ou au paiement du prix, ainsi que de contestation relative plus particulièrement à l'interprétation ou l'exécution de présentes clauses ou conditions, et si aucun accord amiable n'a pu intervenir, les tribunaux de Rouen sont seuls compétents pour connaître de ces contestations.

Article 16. Relations clients

Pour toute information, question ou réclamation, le client peut s'adresser à contact@cefedem-normandie.fr.